

6 Juin 2013

Chers membres de l'Organisation mondiale du commerce,

Nous, organisations soussignées de la société civile, qui représentons des centaines de millions de membres de par le monde, vous exhortons à abandonner les négociations d'un accord contraignant sur la facilitation du commerce (FC) en vue de la 9^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Bali. Des règles contraignantes sur la facilitation du commerce ne devraient être promues, ni au sein de l'OMC par ledit accord proposé, ni par d'autres voies telles que les accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, ou les accords de partenariat économique. Les pays en développement devraient pouvoir garder l'espace politique nécessaire pour adopter, à leur discrétion, des niveaux ou standards de protection plus élevés et des procédures douanières adéquates si et quand ils ont la capacité de le faire, en prenant en considération leur contexte de développement.

Pas d'évidence empirique de bénéfices pour les pays en développement : les partisans de la facilitation du commerce soutiennent que les pays en développement profiteraient même plus que les pays développés d'un tel accord. Mais cette assertion repose sur une base empirique faible. Bien au contraire, l'accord contraignant proposé est l'une des principales demandes des pays développés en vue de la ministérielle parce qu'il est dans l'intérêt de leurs multinationales.

Mieux vaudrait l'appeler un "accord sur la facilitation des importations": Un accord contraignant sur la FC à l'OMC exigeraient des pays en développement qu'ils mettent en œuvre toute une série de règles qui reflètent les pratiques actuelles des pays développés en matière de facilitation du commerce. Ceci ne répondrait pas au besoin pressant des pays en développement d'élargir leurs capacités productives et d'exportation. Ainsi, alors que les importations vers les pays en développement seraient facilitées par les nouvelles règles, il est difficile d'imaginer comment leurs exportations en seraient facilitées également. En fait, il serait plus juste d'appeler les règles sur la facilitation du commerce à l'OMC des « règles de facilitation des importations » pour les pays en développement. Ainsi, un accord sur la FC se traduirait probablement par une détérioration de la balance commerciale de nombreux pays en développement, qui conduirait à des difficultés de la balance des paiements qui souvent empirent l'endettement

Un modèle corporatiste : l'accord proposé sur la facilitation du commerce suit un modèle de globalisation corporatiste qui vise à augmenter le volume du commerce, au lieu d'atteindre des objectifs de développement partagés globalement, par le biais de règles qui facilitent l'utilisation par les pays de la politique commerciale pour leurs besoins et selon leur niveau de développement. En réalité, un accord sur la facilitation du commerce à l'OMC créerait de nouveaux marchés – notamment dans les douanes et le fret naval pour les multinationales. En même temps, il mènerait probablement à davantage de privatisation des ports, des opérations douanières et du fret naval qui laisserait peu ou pas de place aux opérateurs locaux et qui a déjà conduit à la perte d'emplois, à une pression à la baisse sur les salaires et à l'érosion des droits syndicaux pour les travailleurs de ces secteurs publics. Un accord sur la FC augmenterait le commerce, qui est une cause importante d'émission de gaz à effet de serre qui contribue au changement climatique global.

Coûts non calculés: Alors que les pays développés promeuvent ledit accord comme étant « gagnant – gagnant », la plupart des coûts pour les pays en développement sont rarement inclus dans les études d'impact projetées. Par exemple, il y a d'importants coûts de mise en œuvre, de régulation, de ressources humaines et d'infrastructures associés à l'accord sur la FC proposé, dont certains sont récurrents et seraient imputés aux budgets nationaux, détournant ainsi les ressources disponibles des besoins de développement.

Perte d'un soutien budgétaire pour les priorités de développement : Un accord potentiel sur la facilitation du commerce risque aussi d'entraîner une perte irremplaçable de ressources par la perte des droits de douane. La part des revenus douaniers par rapport à l'ensemble des taxes est beaucoup plus élevée dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés (PMA) que dans les pays développés. La perte de ressources tarifaires aurait de sérieuses conséquences pour le soutien budgétaire national à des questions clé de développement telles que l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté. Réduire les budgets nationaux pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ne peut en aucun cas être considéré comme un résultat favorable au développement.

Empiètement sur l'espace politique et régulateur national : De surcroît, les termes de l'accord proposé sur la facilitation du commerce, tels qu'ils sont en train d'être négociés, mineraient la capacité de régulation des pays en développement. Les règles proposées élargiraient les possibilités des multinationales de faire du lobbying dans les processus législatifs nationaux et locaux. De plus, les règles qui seraient appliquées par un accord sur la FC offrirait beaucoup de place pour contester des règles, des lois et des procédures dans les Etats membres.

Erosion des droits des pays en développement et des PMA : Ce qui diminue encore davantage l'allégation de prétendus bénéfices pour les pays en développement est le fait que le texte en cours de négociation contient encore des déséquilibres patents. Les nouvelles règles sur la FC, qui sont poussées par les pays développés, ont avancé de façon significative et elles sont formulées dans un langage contraignant. Les négociations sur l'assistance technique et la création des capacités, qui sont au cœur du mandat de négociation original sur la facilitation du commerce (2004), ont été suspendues par les pays développés et elles sont actuellement formulées dans un langage non contraignant.

L'exercice d'évaluation des besoins des pays en développement est également utilisé comme un outil « d'évaluation de la conformité » pour pousser ces pays à accepter l'accord sur la facilitation du commerce, au lieu d'encourager les pays développés à augmenter leur aide technique et surtout financière.

Un accord sur la facilitation du commerce de l'OMC est différent des processus unilatéraux et volontaires : Les pays en développement peuvent tirer profit de procédures commerciales plus efficaces et transparentes. Mais la mise en œuvre unilatérale volontaire de lignes directrices sur les douanes non contraignantes et/ou la révision de la convention de Kyoto de l'Organisation mondiale des douanes, selon les priorités et les besoins nationaux, est de nature différente et a d'autres conséquences qu'un accord contraignant sur la FC qui pourrait être appliqué par le biais du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Pire : ce dernier pourrait amener à des contre-mesures sectorielles croisées entre les pays, dont les effets pourraient être plus néfastes pour les économies les plus petites des pays en développement et des pays les moins avancés.

Ce qui doit être avancé : Au lieu de cela, toute discussion à l'OMC devrait se concentrer sur le redressement des déséquilibres historiques et d'asymétries à l'OMC pour donner plus de marge de manœuvre aux pays pour mettre en œuvre des solutions aux crises économiques globales. Le point de départ serait d'accepter l'importante proposition du groupe « G33 » des 46 pays en développement, qui vise à permettre aux pays en développement de promouvoir la sécurité alimentaire au niveau domestique ; et de faire aboutir le paquet pour les PMA lors de la conférence ministérielle à venir. De plus, il ne serait pas trop tôt de réaliser un véritable progrès sur le traitement spécial et différencié et sur l'agenda de mise en œuvre, demandé depuis longtemps par les pays en développement. « L'agenda de revirement de l'OMC » du réseau Our World is not for Sale (OWINFS) esquisse aussi les changements politiques nécessaires pour amorcer le processus de transformation du système commercial global dans un sens qui promeut le développement durable et inclusif pour tous.

Cordialement

	International and Regional Networks	
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	Africa Europe Faith and Justice Network (AEFJN)	AEFJN is a Network present in all countries of Africa and most countries in Europe to promote fairer relations between Africa and Europe. AEFJN works on economic issues related to Africa in the European Union and International Organizations policies.
3	Africa Trade Network	The Political Economy unit (PECU) of TWN-Africa co-ordinates the Africa Trade Network which was established in 1998 by TWN-Africa, and has over 25 members from 15 countries in Africa. The ATN has observer status with the African Union, and has provided a means of increased interaction between civil society groups and African governments, including the annual Conference of African Ministers of Trade.
4	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
5	Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)	A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region.
6	Asia Pacific Research Network (APRN)	APRN is a network of leading research NGOs in the Asia-Pacific. It is active in promoting exchange, coordination and capacity building support in research.
7	Asian Peasants Coalition (APC)	Represent more than 15 million rural members (e.g. landless peasants, peasant women, dalits,

		agricultural workers, fisherfolks, pastoralists, and rural youth) from 33 organizations from Bangladesh, India, Indonesia, Malaysia, Mongolia, Nepal, Pakistan, Philippines, and Sri Lanka, struggling for genuine agrarian reform and people's food sovereignty.
8	Caribbean Dawn	A regional network of scholars and researchers who work on the issues of political economy, trade, sustainable development; sexual and reproductive health and rights; governance and women's equal participation in power and decision-making.
9	Civile d'Afrique Francophone (OSCAF) International	Siège Bénin - Un réseau International qui couvre plus d'une vingtaine de pays en Afrique et dont les membres travaillent sur les questions liées au commerce international, à l'investissement, à la responsabilité sociétale des entreprises et à l'efficacité du développement
10	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	Dawn is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and democratic development.
11	Dignity International	Dignity International's vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world.
12	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.
13	International Grail Justice and Trade Agreements Network	A coalition of groups working for peace and justice in 20 countries worldwide.
14	International Presentation Association	The mission of IPA is to channel our resources so that we can speak and act in partnership with others for global justice.
15	International Women's Alliance (IWA)	Global alliance of anti-imperialist grassroots-based women's organizations, institutions, alliances, networks and individuals committed to advancing national and social liberation.
16	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements

		based in the LDCs.
17	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to accountability and transparency in economic and trade policy processes, Poverty eradication, Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact), Food sovereignty and environmental sustainability.
18	Pax Romana-The International Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs (ICMICA/MIIC)	Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation.
19	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD), Americas	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
20	Réseau des plates formes nationales des ONG des pays de l'Afrique Centrale (REPONGAC)	Sur les questions de développement et les processus d'intégration régionale ce réseau regroupe les plates-formes nationales des ONG des pays suivants: Angola, Burundi, Cameroun, République du Congo, Gabon, République Centrafricaine, la RD Congo, Rwanda et Tchad.
21	The Southern Africa Development Community Council of Non Governmental Organizations (SADC-CNGO)	SADC-CNGO is the lead and membership based apex body of non-governmental organizations operating in all SADC Countries.
22	South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)	An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region.
23	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.

	Organizaciones Nacionales	Country
24	11.11.11, Belgium	Belgium
25	3rd ACP Civil Society Forum	Jamaica
26	51% Coalition for Equality	Jamaica
27	Abibiman Foundation(AF)	Ghana
28	Action for Change and Progress in Africa	Kenya

29	Act Up-Paris	France
30	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
31	Alianza ONG	Dominican Republic
32	All Nepal Peasants Federation (ANPFa)	Nepal
33	Alliance Pour La Reconstruction Et Le Developpement Post-Conflict (ARDPC)	COTE D'IVOIRE
34	All Lanka Peasant's Front	Sri Lanka
35	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina
36	Artisanal Mining African Network (AMAN)	Ghana
37	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service - (ACAISA)	CAPE VERDE
38	Asociación de Iniciativas Populares Ditsö	Costa Rica
39	Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo (ANEC)	Mexico
40	Asociacion Nacional De Industriales De Transformacion (ANIT)	Mexico
41	Attac	France
42	Attac Norway	Norway
43	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
44	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
45	Berne Declaration	Switzerland
46	Bahrain Transparency Society (BTS)	Bahrain
47	Bharatiya Krishak Samaj (BKS)	India
48	Bia'lii, Consultancy and Research, AC (Mexico)	Mexico
49	Botswana Council of Non Governmental Organisations : BOCONGO	Botswana
50	Cacid-Reseau Enda Tiers Monde	Senegal
51	Campaign for a Life of Dignity for All (KAMP)	Philippines
52	Campaign for Climate Justice Nepal (CCJN)	Nepal
53	Central America Women's Network	UK
54	Central Unica de Trabajadores (CUT)	Colombia
55	Center for Encounter and active Non-Violence	Austria
56	Centre for Trade Policy and Development (CTPD)	Zambia
57	Centro de Estudios Sociales y Culturales	Mexico
58	Centre for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
59	CILONG - TCHAD	République du Tchad
60	Civil Society Bahamas	Bahamas
61	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
62	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
63	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE) - Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	BURKINA FASO

64	Civil society Plat-form "Action Développement et Intégration Régionale" "ADIR"	BURUNDI
65	Comhlámh	Ireland
66	Comité 1968 por las Libertades democráticas	Mexico
67	Comité du Forum Social Lémanique, Geneva	Switzerland
68	Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
69	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
70	Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS)	Philippines
71	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
72	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD) du Congo Brazzaville	République du Congo Brazzaville
73	Conseil des ONG AGREES DU CAMEROUN (CONGAC)	Cameroun
74	CONSEIL INTER ONG EN CENTRAFRIQUE (CIONGCA)	Central Africa Rep.: Modeste GONDA
75	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	RD Congo
76	Consumer education trust	Uganda
77	Consumers Protection Association(CPA)	Lesotho
78	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
79	Coordination Southern Africa (KOSA e.V.)	Germany
80	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
81	Council of Canadians	Canada
82	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
83	Diverse Women for Diversity	India
84	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	Zambia
85	Economic Justice Network of FOCCISA	South Africa
86	Economic News Africa (EcoNews Africa)	Kenya
87	Ecuador Decide Adhiere	Ecuador
88	El Sindicato de trabajadores del Instituto Nacional para el Desarrollo de Capacidades del Sector Rural (STINCA)	Mexico
89	EQUATIONS	India
90	Equity BD - Equity and Justice Working Group	Bangladesh
91	Fairwatch	Italy
92	Federation de Femmes Entrepreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	GUINEA CONAKRY
93	Federación De Trabajadores Del Agua Potable Y Alcantarillado Del Perú (FENTAP)	Peru
94	Federacion Sindical Obrero Campesina De Quintana Roo	Mexico
95	First African Bicycle Information Organization (FABIO)	Uganda
96	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentina

97	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas – (FONGA) Forum of NGOs in Angola (FONGA)	Angola
98	Forum das Ong de São Tomé e príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé & Príncipe
99	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
100	Foundation for Research in Science Technology & Ecology	India
101	Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS)	Mali
102	Friends of the earth	Ghana
103	Fronteras Comunes A.C.	Mexico
104	FSM Alliance of NGOs - FANGO	Micronesia
105	Governance Links Tanzania	Tanzania
106	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
107	Green Ghana Initiative(GGI)	Ghana
108	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
109	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	BENIN REPUBLIC
110	Grupo Sin Cuenta (G50)	El Salvador.
111	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
112	Initiative for Health & Equity in Society	India
113	Institute for Global Justice (IGJ)	Indonesia
114	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
115	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	GUINEA BISAU
116	Integrated Social Development Effort (ISDE)	Bangladesh
117	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
118	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (I.C.A.R.)	St.Lucia
119	Jóvenes Frente Al G20 México	Mexico
120	Kalingo Carib Council	Dominica
121	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
122	KILUSANG MAGBUBUKID NG PILIPINAS (KMP)	Philippines
123	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation - KANGO	Kiribati
124	La Alianza Social Continental Capitulo Perú.	Peru
125	La Marcha Mundial de las Mujeres	Peru
126	Labour,Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
127	Les Amis de la Terre-Togo	Togo
128	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
129	Lismore Presentation Sisters	Australia
130	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
131	Malawi Economic Justice Network (National NGO platform)	Malawi
132	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
133	Mujeres para el Diálogo, AC	Mexico
134	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius

135	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
136	National Association Of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
137	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe
138	National Council of NGOs	Kenya
139	National du Réseau des Ong de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
140	National Fisheries Solidarity Movement	Sri Lanka
141	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
142	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
143	Navdanya	India
144	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
145	Norwegian Trade Campaign	Norway
146	PANE & Cotonou Task Force	Ethiopia
147	Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB)	
148	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
149	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
150	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
151	Port Louis Maritime Employees Association (PLMEA)	Mauritius
152	Presentation Congregation Queensland	Australia
153	Presentation Justice Network Ireland	Ireland
154	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haiti
155	Red Afrodescendientes	VENEZUELA
156	Red De Accion Ciudadana Frente Allibre Comercio E Inversion	El Salvador
157	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Mexico
158	Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
159	Resistance & Alternatives	Mauritius
160	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
161	Roj Women's Association	UK
162	Roots for Equity	Pakistan
163	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
164	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
165	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
166	Serikat Perempuan Indonesia - Indonesian Women Union	Indonesia
167	Seychelles Civil Society Organisations (Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles (LUNGOS))	Seychelles
168	Shirkat Gah	Pakistan
169	Siembra, AC	Mexico
170	SISTREN Theatre Collective	Jamaica

171	Sociedad Económica de Amigos del País.(Economic society of friends of the country)	Cuba
172	SOLIDARITÉ	France
173	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
174	Stichting Projekta	Suriname
175	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
176	Tchad Agir pour L'environnement (TCHAPE)	Chad
177	The Asia Foundation	Timor-Leste
178	The Association of Non- Governmental Organization (TANGO)	The Gambia
179	The Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
180	The Green Economics Initiative	Pakistan
181	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
182	Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
183	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
184	Voice	Bangladesh
185	West African Women Association (WAWA)	Liberia
186	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent & the Grenadines
187	Women Across Differences (WAD)	GUYANA
188	Women's Media Watch	Jamaica
189	Working group Food Justice	The Netherlands
190	Worldview	The Gambia
191	X minus Y	The Netherlands
192	Young Women's Leadership Initiative	Jamaica
193	Zambia Council for Social Development	Zambia